

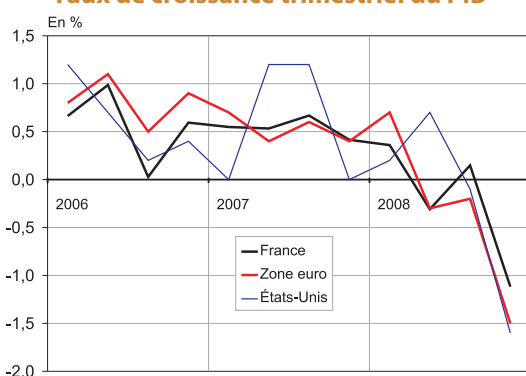


Entrée en récession

L'économie française est affectée par la crise financière et économique mondiale. En 2008, la consommation stagne dès le premier trimestre, en raison du pic d'inflation lié à la hausse du prix du pétrole et des matières premières. Les exportations se sont ensuite mises à baisser du fait de la dégradation de la demande extérieure. La réduction de l'investissement a suivi. Le ralentissement de l'activité économique se traduit par une baisse rapide de l'emploi et une hausse du chômage.

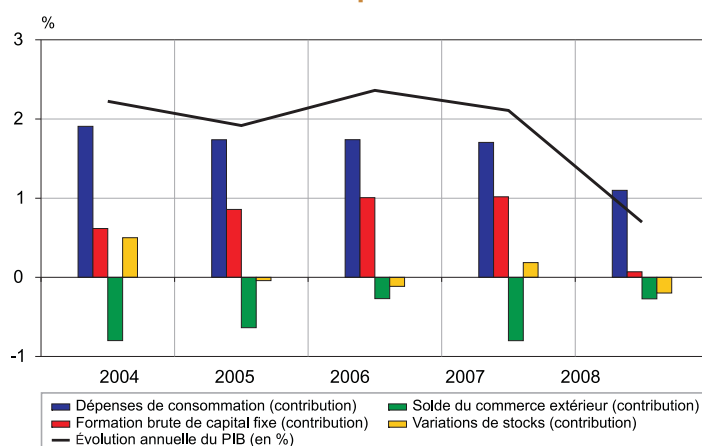
En milieu d'année 2008, de nombreux pays sont entrés en récession, de manière presque synchronisée. Le Produit Intérieur Brut (PIB) est en baisse depuis le deuxième trimestre 2008 dans la zone euro et au Japon, depuis le troisième trimestre aux États-Unis et au Royaume-Uni. Les pays émergents n'échappent pas au ralentissement économique.

Taux de croissance trimestriel du PIB



Source : OCDE, Insee - Comptes nationaux trimestriels - Données CJO-CV5

Taux de croissance annuel du PIB en France et contribution des composantes de la demande



Source : Insee - Comptes nationaux - Données CJO

Une crise économique mondiale

En France, la croissance a été bien plus faible en 2008 qu'en 2007 : +0,7% après +2,1%. Ce maigre bilan positif ne repose que sur les évolutions observées jusqu'à l'hiver 2007. Ensuite, l'activité économique a décru au deuxième trimestre (-0,3%), s'est stabilisée au troisième (+0,1%), avant de plonger au quatrième trimestre (-1,1%).

La crise dite des « subprimes » a été le principal élément déclencheur de la crise. Depuis plusieurs années aux États-Unis, l'offre de logements s'avérait excessive, d'où un plafonnement des prix de l'immobilier. À partir de la mi-2006, le mouvement de baisse le plus notable depuis un bon siècle s'est amorcé. Dans un contexte de hausse des taux d'intérêt, les défauts de paiement des ménages américains se sont multipliés, tout particulièrement pour ceux qui s'étaient endettés à taux variable en hypothéquant leur bien immobilier dont la valeur a chuté.

Par le biais du mécanisme de titrisation des crédits immobiliers, qui consiste à transférer les créances sous forme de titres vendus sur les marchés financiers, les défauts de paiement des ménages américains ont eu pour effet d'amoindrir la valeur de nombreux actifs financiers détenus partout dans le monde, notamment par les institutions financières. Le marché du financement interbancaire s'en est trouvé paralysé, les banques n'osant plus se prêter entre elles, d'où les premières interventions des banques centrales et des États. La dégradation du marché du crédit a rendu difficile le financement des entreprises et a dégradé les conditions de prêt aux ménages.

Pic inflationniste en début d'année dû à l'évolution des prix du pétrole et des matières premières, puis difficultés de financement liées à la crise des subprimes : les ménages comme les entreprises ont restreint leurs dépenses de consommation et leur investissement, provoquant une contraction des échanges extérieurs à l'échelle mondiale. Les anticipations négatives sur l'évolution de l'activité économique et des prix immobiliers ont ensuite aggravé le phénomène.

Les ménages ont limité leur consommation et réduit leurs acquisitions de logements

En France, les ménages pris dans leur ensemble ont d'abord subi la poussée d'inflation de l'hiver 2007, provoquée par la hausse du prix du pétrole et des matières premières. Le pic d'inflation a limité leur pouvoir d'achat. Alors qu'il s'était accru de 0,6% à 0,8% par trimestre tout au long de l'année 2007, le pouvoir d'achat s'est rapidement mis à stagner voire à baisser : +0,0% au premier trimestre, -0,3% au deuxième, +0,1% au troisième.

Ce tassement a provoqué une stagnation de la consommation des ménages : 0,1% de croissance par trimestre au maximum au cours des trois premiers trimestres. Au quatrième trimestre, le ralentissement des prix a provoqué un regain de pouvoir d'achat et un léger rebond de la consommation (+0,3%). Au total, celle-ci ne s'est accrue que de 1,3% en 2008, un rythme deux fois plus faible que les années précédentes.

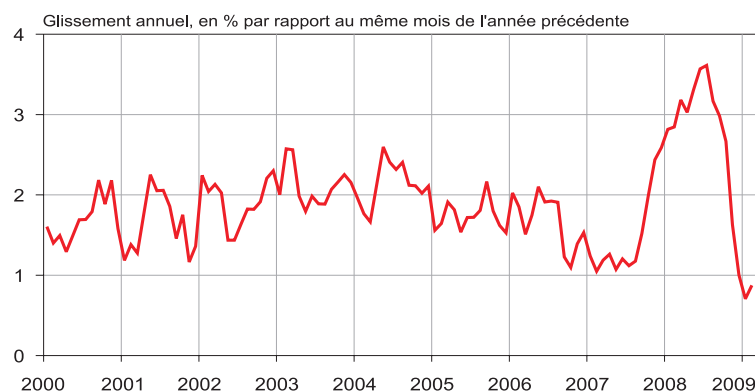
Pour la première fois en France depuis 1993, l'investissement logement des ménages a reculé (-1,1%). Leurs acquisitions ont été freinées par trois facteurs : le niveau élevé des prix, par rapport à leurs revenus ; le durcissement des conditions d'emprunt ; le retournement des anticipations d'évolution des prix.

Les exportations se sont mises à baisser

Sur l'ensemble de l'année 2008, les exportations françaises terminent en hausse de 1,1% par rapport à 2007. Cette accroissement ne repose guère que sur la croissance des exportations de l'hiver 2007, avant que la crise financière ne fasse pleinement sentir ses effets sur l'économie réelle. Ensuite, elles ont baissé au deuxième trimestre 2008 (-2,1%), légèrement rebondi au troisième trimestre (+0,9%) et se sont fortement dégradées au quatrième trimestre (-3,5%).

Les exportations ont ralenti pour tous les types de produits industriels sauf les biens d'équipement. C'est tout particulièrement le cas pour les produits de l'industrie automobile, dont les exportations sont en baisse de près de 10% par rapport à 2007.

Évolution de l'indice des prix à la consommation en France



Source : Insee, indice des prix à la consommation

Les entreprises ont fini par réduire leurs investissements

En raison de leur difficulté à se financer, des perspectives médiocres de la demande et de la faible utilisation des équipements déjà existants, les entreprises ont fini par réduire leurs investissements, à partir du deuxième trimestre. L'année 2008 se solde ainsi par une maigre croissance de l'investissement (+1,4% après +5,4% en 2006 et +7,3% en 2007).

La production en baisse dans l'industrie, en ralentissement dans les services et la construction

Stagnation de la consommation, baisse des exportations et de l'investissement : toutes les conditions étaient réunies pour que l'activité productive soit lourdement affectée.

La production industrielle a chuté en 2008 (-1,1%), dans tous les secteurs hormis l'énergie et les biens d'équipement. Par rapport à 2007, la baisse de la production a été de -0,4% dans les industries agroalimentaires, de -1,9% dans les biens de consommation, de -6,8% dans l'automobile, de -3,5% pour les biens intermédiaires. Le dernier trimestre 2008 s'est révélé exceptionnellement faible, avec une baisse de la production industrielle de -5,1%, dont -22,9% dans l'automobile et -10,4% dans les industries de biens intermédiaires.

L'activité dans les services a ralenti : +1,6% en 2008 après +2,8% en 2007. Le bilan annuel masque la dégradation progressive visible au fil des trimestres. Jusqu'au premier trimestre 2008, l'activité croissait à un rythme proche de la tendance antérieure ; depuis le deuxième trimestre 2008, elle est stable ou baisse. Le commerce et la construction ont connu une stagnation par rapport à 2007. Le ralentissement est par ailleurs très net dans les services aux entreprises ou les transports, qui dépendent beaucoup de la demande des entreprises, ainsi que dans les services aux particuliers, tournés vers les ménages.



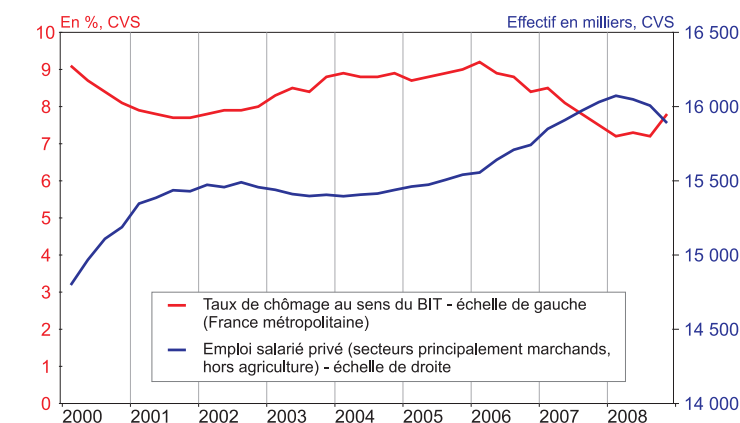
Plus de 140 000 emplois salariés perdus dans les secteurs marchands en un an

En raison du ralentissement de l'activité, le marché du travail s'est fortement dégradé. En un an, le nombre de personnes en emploi dans les secteurs marchands (hors agriculture) a baissé de 141 000 (-0,9%) : +18 000 au premier semestre, -159 000 au second.

Le nombre d'emplois intérimaires a chuté de -139 000 en un an, principalement en lien avec la baisse de l'activité dans l'industrie et dans la construction. En outre, la perte est de -73 000 emplois dans l'industrie (-2,0%). La construction a perdu des emplois au second semestre 2008, même si le bilan est positif sur l'année. L'emploi n'est en hausse que dans le tertiaire hors intérim, mais moins qu'en 2007, ainsi que dans les secteurs non marchands.

Alors qu'il baissait depuis 2006, le taux de chômage en France métropolitaine s'est stabilisé au deuxième trimestre avant de brusquement remonter au quatrième trimestre 2008 pour atteindre 7,8%.

Évolution de l'emploi et du taux de chômage en France



Source : Insee - Estimations d'emploi, enquête emploi en continu

Aurélien DAUBAIRE
Insee Nord-Pas-de-Calais

Pour en savoir plus :

- 📖 La récession se prolonge - Insee, Note de conjoncture, mars 2009.
- 📖 Comptes nationaux trimestriels - Quatrième trimestre 2008 (résultats détaillés) - Informations Rapides n°86, 27 mars 2009.
- @ <http://www.insee.fr>, « Thèmes », rubrique conjoncture